

La Commune

«L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes.»

POUR EN FINIR AVEC MACRON ET LA V^E RÉPUBLIQUE

**Hommage
à Daniel Petri**

**Dossier
extrême droite**

**Brésil :
dehors Bolsonaro !**

**Colombie :
après le 28 avril**

Où va l'Afghanistan ?



ROMPRE AVEC LE "DIALOGUE SOCIAL"

La Commune, journal fondé en 1992 par Pedro Carrasquedo

Bimestriel de l'organisation La Commune - Pour un Parti des Travailleurs, Section française de la Ligue Socialiste Internationale

Bloc-notes

Touche pas à mon flic

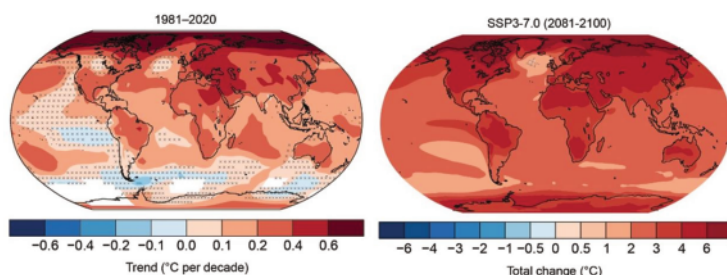
Le 28 mai, le colonel Eric Steiger a été condamné pour violences physiques et psychologiques commises sur son épouse. Le 8 juillet, il a été promu numéro un de la gendarmerie en Nouvelle-Calédonie. Malgré sa condamnation qui, à la suite de sa demande et sur décision du tribunal, ne figurera pas sur son casier judiciaire, il n'a fait l'objet d'aucune enquête disciplinaire. Le 20 août, il a demandé à être relevé de ses fonctions suite à la révélation par *Mediapart* de sa condamnation. Le 24 août, le ministre de l'Intérieur a affirmé que le colonel de gendarmerie, qui a reconnu les faits de violences conjugales, est victime d'une « cabale ».



Eric Steiger

Le changement climatique s'aggrave

Lundi 9 août, le Groupe d'experts Intergouvernemental sur l'Évolution du Climat (GIEC) a publié le premier volet de son nouveau rapport d'évaluation sur le climat. Cette première partie a été rédigée par 234 auteurs de 66 nationalités différentes pendant plus de trois ans. Les deuxième et troisième volets du rapport seront dévoilés au premier trimestre 2022. Ce premier volet passe au crible plus de 14 000 articles scientifiques. Pour les experts, les événements météorologiques extrêmes de cet été (incendies au Canada, Algérie, Turquie, Grèce, inonda-



Rapport GIEC 2021

tions, canicules) ne feront que s'amplifier, si rien n'est fait. Si rien n'est fait par qui, les capitalistes prédateurs ?

Nouvelle attaque contre le droit à l'avortement

Lundi 16 août, la chaîne C8 du groupe Canal a diffusé un film sur l'interruption volontaire de grossesse produit par un studio chrétien évangélique. Sarah Durocher, co-présidente nationale du *Planning familial*, a réagi en indiquant que ce documentaire mettant en scène une jeune cadre du *Planning familial* devenant une militante anti-IVG contient « énormément de désinformation et un message très négatif sur ce droit fondamental ». Elle estime que mettre ce film en prime time est « un choix politique ». La ministre déléguée à l'égalité femmes-hommes, Élisabeth Moreno, a également condamné la diffusion de ce film. Elle a estimé que la chaîne « se rend solidaire des mouvements anti-choix et se rend coupable du délit d'entrave », soulignant que le film « met avant tout en avant des contre-vérités scientifiques et induit inexorablement le spectateur en erreur ». Moreno condamne-t-elle son gouvernement qui supprime emplois, lits et structures pratiquant l'IVG, remettant en cause ce droit fondamental ?



Film *Unplanned*

Nouveau virage à droite de Macron

Lundi 16 août, suite à la reprise du pouvoir par les talibans en Afghanistan, Emmanuel Macron a dit vouloir porter une



Jean-Michel Blanquer

initiative européenne visant à se « protéger des flux migratoires irréguliers importants » qui « nourrissent les trafics de toute nature ». Pour Macron : immigration = délinquance = terrorisme ! L'islamophobie et le racisme du quotidien... En quelques heures, le mot-dièse #EmmanuelLePen s'est hissé en deuxième place des sujets discutés sur Twitter en France.

Augmentation du prix du gaz

Les tarifs d'*Engie* (né en 2008 de la privatisation/fusion d'*EDF* avec *Suez*) augmentent en septembre de 8,7 %, après une hausse de 10 % en juillet et de 5 % en août ! Les tarifs réglementés n'ont jamais été aussi élevés depuis 2016. Chauffage, eau chaude, cuisson des aliments, en somme vivre, est un luxe de plus en plus inaccessible pour des centaines de milliers de salariés, chômeurs, retraités, précaires, étudiants, enfants.

Allocation de Rentrée Scolaire (ARS)

L'ARS a été versée le 17 août à près de 3 millions de familles. Soumis à plafonds de ressources et en fonction de la situation familiale, l'allocation est de 370,31 € pour chaque enfant âgé de 6 à 10 ans ; 390,74 € pour chaque enfant âgé de 11 à 14 ans ; 404,28 € pour chaque enfant âgé de 15 à 18 ans. Cette allocation est versée, pour près de 45 % de ses bénéficiaires, à des familles monoparentales. Le « pognon de dingue » est repris par Jean-Michel Blanquer qui vomit sa haine des familles ouvrières en déclarant le 29 août sur France 3 : « On sait bien, si on regarde les choses en face, qu'il y a des achats d'écrans plats plus importants au mois de septembre qu'à d'autres moments ». Or, selon un rapport de la CAF de 2013, 95 % des familles bénéficiaires utilisaient l'ARS pour l'achat de fournitures scolaires, 88 % pour renouveler les vêtements de leurs enfants, ou bien encore pour payer les assurances scolaires, la cantine, l'inscription aux associations culturelles et sportives, le mobilier de bureau...

26 août 2021

Sommaire

Bloc-notes	2
Editorial	3
Les nôtres	4
Dossier extrême droite	6
Chronique	8
Brésil	9
Colombie	11
Afghanistan	13

ABONNEMENT

Nom :

Prénom :

Adresse :

.....

Code postal :

Ville :

Je souhaite m'abonner au journal La Commune

Abonnement 11 numéros (26€)

Abonnement 11 numéros + 4 numéros à choisir (30€)

Abonnement de soutien 11 numéros (40€ ou plus)

Abonnement de soutien 11 numéros + 4 numéros à choisir (50€ ou plus)

Possibilité de paiement par PayPal ou carte bleue sur le site lacomune.org/abo

ou par chèque à l'ordre de : **ADIDO**

A retourner avec
le présent bulletin (ou copie) à :

**ADIDO, 8 rue de la Forêt Noire
34 080 MONTPELLIER**

Editorial

Explosions spontanées et débouchés politiques

Toute la situation porte en elle les germes d'une crise révolutionnaire. Sous les coups de butoir de la lutte de classes, la V^e République, ses institutions, ses partis, sont dans un état de décomposition irréversible. Depuis trois ans, les grèves contre les plans de licenciements, contre les fermetures d'entreprises et de liquidation des services publics, le mouvement en Gilets Jaunes, la « grève du vote », ont révélé la profondeur de la crise politique, autant qu'ils l'ont accélérée.

Les masses ne considèrent plus seulement les partis institutionnels de droite et de gauche comme « incapables » de répondre à leurs besoins et aspirations. Elles les rendent responsables, à juste titre, des maux et difficultés dont elles souffrent. Ainsi, les premières explosions spontanées auxquelles nous assistons sont l'expression de l'absence de « débouché politique » dans le cadre des institutions existantes. C'est donc un pas en avant qui est réalisé par les masses sur le chemin de la rupture avec ce régime foncièrement anti-ouvrier et anti-démocratique.

Bien sûr, l'instrumentalisation de la crise sanitaire pour sauver les taux de profit capitalistes est au centre des enjeux. Car c'est bien la crise du capitalisme qui a fait le lit de la crise sanitaire. Pas l'inverse.

Pendant que les capitalistes ont bénéficié de plus de 500 milliards d'euros de prêts, crédits, reports, subventions et exonérations en tous genres, il reste aux salariés et leurs familles le chômage, la précarité, la pauvreté. Les desseins de Macron ne trompent personne, il est le meilleur allié du virus. L'utilisation le 14 mars 2020 de l'article 49-3 pour imposer la réforme des retraites, juste avant le premier confinement, est en soi un aveu. Tout autant que l'est son annonce, le 12 juillet 2021, de mise en œuvre de la réforme scélérate de l'assurance chômage (à partir du 1^{er} octobre) et d'une possible application de tout ou partie de la contre-réforme des retraites dans les prochains mois. Face à ses oukazes, les directions confédérales syndicales ont répondu par la désertion.

Même désertion face aux conséquences de l'annonce de l'extension du passe sanitaire et de l'obligation vaccinale pour certaines professions (médecins, infirmières, aides-soignantes, pompiers, travailleurs médico-sociaux...) Les premières suspensions de contrat de travail et de salaire ont eu lieu le 15 septembre 2021, notamment dans le secteur hospitalier et médico-social. Les licenciements secs ne vont pas tarder.

Contre Macron, contre les bureaucraties syndicales, les masses ont pourtant trouvé dans la lutte de classes les ressources nécessaires pour se mobiliser. Au cœur de l'été, chaque samedi à partir du 17 juillet, des dizaines de milliers de personnes ont manifesté sur tout le territoire pour exiger le retrait du passe sanitaire et l'abandon des réformes anti-sociales de Macron. C'est sans précédent. Comme lors du surgissement du mouvement en Gilets Jaunes, les appareils syndicaux expliquent leur absence par le caractère soi-disant « fasciste » des manifestations. Bien sûr qu'il y a des éléments réactionnaires, des « antivax », des complottistes dans les rangs des manifestants. Mais il y a tous les autres, l'ultra-majorité, faite de simples salariés, chômeurs, précaires, retraités, étudiants. Évidemment que Philippot, Dupont-Aignan et Martine Wonner manœuvrent pour récupérer un mouvement dont ils ne sont pas à l'initiative. Tout comme Macron et ses lieutenants syndicaux manœuvrent pour le discréditer. Pour le moment, force reste aux masses.

Le calendrier de division syndicale de la mobilisation est maintenant largement connu : le 14 septembre, veille de la mise en œuvre de l'obligation vaccinale, la fédération CGT de la Santé appellera seule les agents à la grève, la revendication du retrait du passe sanitaire apparaîtra à la 8^e position des 9 revendications portées par le préavis ; le 23 septembre, l'intersyndicale FSU-CGT-FO-SUD de l'Éducation nationale appellera à une journée de grève « carrée » de 24 heures pour un plan d'urgence fourre-tout ; le 5 octobre, soit 4 jours après la mise en application de la réforme de l'assurance chômage, l'intersyndicale CGT-FO-FSU-SUD et les organisations de jeunesse UNEF-FIDL-MNL-UNL appelleront les salariés et les jeunes à une journée de grève et de manifestations interprofessionnelles « pour obtenir de meilleurs salaires, pour leurs emplois et leurs droits et une meilleure protection sociale ».

La révolte, la colère, le refus gagne toute la population travailleuse et pauvre. Gageons que la classe ouvrière saura mettre en échec ces manœuvres de division. Gageons que, par la lutte de classes, par le « Tous ensemble », par la grève générale, les masses trouveront les moyens de réaliser la nécessaire rupture avec Macron et obtenir le retrait de toutes les réformes de destruction sociale. Qui en doute ?

16 septembre 2021

Les nôtres

Daniel Petri (1960-2021) : un militant trotskyste

C'est avec tristesse que nous avons appris, ce dimanche 29 août 2021, le décès de Daniel Petri à son domicile à l'âge de 61 ans. Nous adressons nos plus sincères condoléances à sa famille, à ses amis et ses proches.

Nous souhaitons saluer ici la mémoire d'un camarade, d'un ami, d'un militant ouvrier, qui pendant près de 25 ans a milité sans jamais compter son temps ni son énergie à organiser et défendre, avec son parti *La Commune*, la classe ouvrière et tous les opprimés du joug de l'exploitation capitaliste, de l'arbitraire et de l'injustice.

L'engagement politique de Daniel naît quand, étudiant en BEP mécanicien-monteur, il prend activement part aux grèves lycéennes contre la loi Haby de casse de l'enseignement secondaire et particulièrement des Collèges d'Enseignement Technique (CET) qui deviendront par la suite Lycées d'Enseignement Professionnel (LEP).

Diplômé, Daniel est embauché entre 1980 et 1984 comme ouvrier spécialisé (production) dans le génie climatique. Il entreprend entre 1985 et 1986 une formation en fraisage et sur fraiseuses à commandes numériques à l'AFPA. Ouvrier qualifié, Daniel occupe entre 1987-1988 un poste d'ouvrier d'entretien (spécialisé dans les compresseurs). Daniel intégrera finalement la SNCF en 1988 en tant que visiteur de train. En 1996, après 8 ans en 3X8, Daniel intégrera un poste de freiniste qu'il ne quittera, pour un poste de documentaliste, que quelques années avant de prendre sa retraite en 2016.

Militant ouvrier, internationaliste, trotskyste, Daniel a toujours milité. Membre de



Manifestation en Gilets Jaunes, 2 février 2019, Paris, Place Daumesnil



Grève générale contre le plan Juppé, 18 novembre 1995, Villeneuve-Prairie.

la Tendance Lénine-Trotsky de la LCR fin des années 1970, Daniel entre à l'OCI en 1980 et en sera exclu en 1981 pour « mornisme ». Il réintègrera en 1985 jusqu'en 1991.

C'est à la faveur de la grève générale de novembre-décembre 1995 que Daniel prend contact avec le groupe *La Commune* (fondé en mai 1992 par Pedro Carrasquedo, Jean-Paul Cros, Antonio Guzman, Alexis Corbière et 140 militants, après leur exclusion du CCI). C'est au dépôt ferroviaire de Villeneuve-Prairie, au petit matin d'une Assemblée Générale des grévistes, que Daniel croisera Pedro Carrasquedo et Françoise Carrasquedo, alors conseillère municipale d'Alfortville, tous deux venus soutenir la grève. Daniel connaissait bien Pedro Carrasquedo, il était un de ceux qui avaient voté son exclusion de l'OCI 15 ans auparavant. De cette rencontre « par hasard », Daniel rejoindra *La Commune* et le Comité Chômeurs et Salariés d'Alfortville (CCSA) dès 1996. Il intégrera rapidement le Bureau du CCSA, le Comité Central du groupe *La Commune*, ainsi que le comité de rédaction du journal au titre éponyme.

Rigoureux, intègres, dévoués, chaleureux et drôles, disponibles en permanence

pour la population qui souffre, Daniel et Lydie, sa compagne (militante politique et syndicaliste CGT dans le secteur des banques), sont devenus aux côtés de Pedro, Françoise, Mina, Patrice, Violaine, Francis, Sylvie, Maria et tant d'autres, des militants de premier ordre du CCSA. Interventions contre les expulsions locatives ; campagnes de réquisitions de logements vides et relogements des familles sans abri frappées par la maladie, le chômage, l'insalubrité ou la précarité ; interventions contre les coupures d'électricité et d'eau ; campagnes de régularisation de travailleurs sans-papiers et de leurs familles ; aides juridiques et administratives à la population, jusque sur les bancs du Conseil municipal, Daniel était de toutes les batailles.

C'est Daniel, après le départ de Françoise Carrasquedo, qui sera le candidat du CCSA aux élections municipales de 2001. Recueillant 7 % des suffrages, avec des scores approchant les 15 % dans les bureaux de vote des cités ouvrières de la ville, Daniel est élu conseiller municipal.

Militant révolutionnaire conscient, ne ménageant aucun effort, Daniel a assumé intégralement, entre 2001 et 2008, son

mandat de conseiller municipal, son mandat de délégué syndical CGT au dépôt de Villeneuve-Prairie (Daniel était membre titulaire du CHSCT), ainsi que toutes ses tâches de militant de base. Car Daniel était le contraire d'un aristocrate ouvrier. Immergé dans sa classe, toujours aux côtés de la population, de ses collègues, de ses camarades, apprécié et reconnu de tous, Daniel était sur tous les terrains.

Avec le CCSA, Daniel fait partie des artisans du relogement de près de 200 familles mal-logées, sans compter les centaines de dossiers individuels et collectifs qui ont abouti à la victoire. Comment ne pas rappeler, par exemple, en juin 2005, la réquisition et l'occupation, pendant 3 semaines, par trente familles mal-logées, de la résidence pour personnes âgées Grunbaum-Ballin, équipement désaffecté et voué à la destruction ? Comment ne pas rappeler le campement dressé par le CCSA et 4 familles mal-logées devant la mairie d'Alfortville en décembre 2005 ? Comment ne pas rappeler le combat acharné alors mené par Daniel et soutenu par l'évêque Jacques Gaillot ? Comment ne pas rappeler la lutte contre la fermeture de la maternité de la Polyclinique La Concorde en 2009 ? Le CCSA et Daniel ont apporté toutes leurs forces au combat entamé par les sages-femmes et les salariés : pétition, manifestation de plus de 200 personnes

dans les rues d'Alfortville le 1er juillet 2009, rassemblement devant le ministère de la santé le 12 novembre 2009, campagne médiatique et politique, réunions publiques. Le CCSA et Daniel comptaient parmi les soutiens les plus solides des salariés qui se sont constitués en un collectif regroupant des organisations syndicales, politiques et associatives comme la CGT, SUD, PCF, PG, LO, NPA, POI, FCPE, ou la coordination nationale des comités de défense des hôpitaux. Appliquant la méthode de transition et du front unique ouvrier, Daniel était un combattant. Cette détermination, ce courage, vaudront à Daniel une haine tenace du Maire d'Alfortville, René Rouquet, qui n'hésitera pas à deux reprises à porter plainte contre le CCSA et Daniel. L'hommage du vice à la vertu...

Daniel était un militant politique aguerri que l'on retrouvait à toutes les diffusions, à tous les collages, à toutes les campagnes, à toutes les réunions. Curieux, passionné de lecture, de cinéma et de musique, Daniel était un marxiste, un militant trotskyste, qui n'a jamais cessé d'apprendre, de s'interroger et d'interroger le passé, le présent. Autodidacte, féru d'histoire, de politique, de littérature, Daniel laisse des dizaines d'articles, communiqués, tracts, dossiers, brochures, réalisés pour *La Commune*, le CCSA ou son syndi-



Rassemblement devant l'ambassade d'Argentine à Paris le 19 septembre 2014.

cat. Citons par exemple la brochure intitulée « Contribution au bilan des grèves et des manifestations de mai-juin 2003 contre la décentralisation et le projet de loi Fillon sur les retraites », le dossier « Charte d'Amiens : un acquis à défendre », le dossier contre la loi sur la « représentativité syndicale » de 2009, les dossiers sur l'histoire de la V^e République, ou plus récemment, les brochures « Contre Mélenchon ».

Daniel était un dirigeant ouvrier. Il a pris toute sa place et assumé toutes ses responsabilités politiques après le décès de Pedro Carrasquedo en octobre 2015, devenant le porte-parole du groupe *La Commune* et le rédacteur en chef de son journal. Profondément internationaliste, Daniel a représenté le groupe *La Commune* durant tout le processus de construction de la *Ligue Socialiste Internationale (LIS)*, en participant notamment aux réunions organisées à Buenos Aires (2017), Barcelone et Minsk (2018).

Malgré l'éloignement, conséquence de différends importants en matière politique et tactique en décembre 2019, nous sommes nombreux à avoir gardé des relations amicales avec Daniel et sommes tous aujourd'hui, militants de *La Commune*, inclinés respectueusement devant la mémoire de Daniel, devant le marxiste, devant le militant trotskyste, devant le combattant, devant le camarade, devant l'ami.

L'héritage que tu nous laisses te fera vivre dans tous les combats à venir.

À toi, Daniel, vivent le socialisme et la IV^e Internationale !

31 août 2021



Manifestation contre la fermeture de la maternité La Concorde. 1er juillet 2009, Alfortville

Le Rassemblement National

Du coup d'État militaire de 1958 à Alger jusqu'à ce jour, l'histoire de l'extrême droite est intimement liée à celle de la V^e République. Soutien indéfectible des pouvoirs dans la lutte contre le prolétariat, elle est aussi un parfait alibi pour faire voter des lois toujours plus anti-ouvrières, anti-démocratiques, anti-immigrés, anti-jeunes. Alors, existe-t-il un danger fasciste en France ? Le *Rassemblement National (RN)* est-il un parti fasciste ? Face à ceux qui l'affirment, quelques éléments chronologiques...

L'extrême droite : un ferment de la V^e République

La V^e République, issue du coup d'État militaire de 1958, regroupe entre autres les colonialistes d'Algérie dont de Gaulle était le fidèle allié. Son but premier est de constituer un État fort pour ne plus avoir à faire de concessions à la classe ouvrière comme les conquêtes de 1936, 1945 et des années suivantes (Sécurité sociale, congés payés, services publics, droit à la santé, école publique et laïque, SMIG...) Tout ce petit monde n'a qu'un objectif : redresser le capitalisme, « redonner à la France sa place dans le monde » après les défaites qu'elle a subies pendant les guerres de libération nationale. Pour ce faire, il est nécessaire de rompre avec les formes parlementaires des III^e et IV^e Républiques. L'État doit se réorganiser autour d'un nouveau régime aux caractéristiques éminemment bonapartistes : la V^e République. Le Président est élu au suffrage universel direct (pour la première fois) ; « au-dessus des partis », il est le chef des armées, il a en charge la politique étrangère, il peut dissoudre l'Assemblée nationale. Le législatif passe sous la coupe de l'exécutif.

Le coup d'État est soutenu par une base « petite bourgeoise » radicalisée, avec notamment une partie des « Français d'Algérie » ou « pieds-noirs ». Toutefois le capitalisme français que représente de Gaulle va pousser aux négociations avec le *FLN (Front de Libération Nationale)* et négocier l'indépendance. Il y a alors rupture entre de Gaulle et les généraux putschistes. S'ensuivra la guerre civile et la naissance de l'*OAS (Organisation de l'Armée Secrète)*.

Lors des élections de 1965, Tixier-Vignancour représentant l'*OAS*, se désistera pour Mitterrand. Le Pen est alors son directeur de campagne et organise la manifestation du 13 mai 1958 soutenant le coup d'État d'Alger. L'*OAS* et les généraux putschistes battus, l'amnistie de ces factieux sera prononcée en juillet 1968, année où de Gaulle rejoindra, à Baden-Baden, le 29 mai, le général tortionnaire Massu pour faire face à la grève générale. À cette occasion, Tixier se « rallie » à de Gaulle. Cette extrême-droite est donc à la base de la fondation de la V^e République. En marge du pouvoir mais active, bien qu'électoralement inexistante, l'extrême-droite va s'employer aux

basses œuvres que lui assignent la bourgeoisie et son régime.

La naissance du Front National

Les 10 et 11 juin 1972, lors du deuxième congrès d'*Ordre Nouveau* (organisation née de la fusion d'anciens militants d'*Occident* et du syndicat étudiant *GUD - Groupe Union Droit*), la décision finale est prise de créer une structure politique plus large en vue de devenir une force électorale. C'est la naissance du *Front National*. Les fondateurs proposent à la présidence du parti, Jean-Marie Le Pen. Rien de plus naturel que de porter à sa tête l'ancien tortionnaire en Algérie, l'ancien député poujadiste et le bras droit de Tixier-Vignancour, baron de l'extrême-droite de l'époque. Le 5 octobre 1972 se déroule le congrès constitutif du *Front National*. L'organisation rassemble une brochette de fascistes patentés faite d'anciens collaborateurs (Victor Barthélémy), d'anciens de la division Charlemagne (Pierre Bousquet), d'anciens d'*Ordre Nouveau* (Pierre Duprat) ou encore d'anciens de la *Waffen-SS* (Léon Gaultier). Déjà à cette époque l'immigration est une des thèses fortes du congrès.

Lors des élections législatives de 1973, le *Front National* fait 1,32 %, Le Pen recueillant 5,22 % dans le 15^e arrondissement de Paris.



Jean-Marie Le Pen

Les années 70 à 90 : pleins pouvoirs à Le Pen et luttes intestines

La constellation de groupuscules composant le *Front National* entraîne de façon systématique des combats internes pour acquérir le pouvoir, si petit soit-il. En 1973, on assiste à la première scission lors de la dissolution d'*Ordre Nouveau*, après des affrontements lors de la tenue d'un meeting contre l'immigration à la Mutualité

(21 juin 1973). Le silence de la direction du *FN* entraîne le départ d'Alain Robert et en octobre celui du *GUD*.

Aux législatives de mars 1978, le *FN* fait 0,33 % avec une campagne centrée sur l'immigration.

Il faut attendre les législatives de 1986 pour que le *FN* fasse sa première percée électorale en recueillant 2,7 millions de voix soit 9,5 % des suffrages. À la faveur de la proportionnelle mise en place par François Mitterrand, le *FN* envoie 35 élus à l'Assemblée Nationale. Après deux mandats exercés entre 1956-1958 et 1958-1962, Jean-Marie Le Pen revient après 24 ans à l'Assemblée nationale. Ce sera la première cohabitation de la V^e République, Jacques Chirac sera nommé Premier ministre le 20 mars 1986.

En novembre 1986, Roger Palmière quitte le *FN* pour fonder le *Mouvement Travail Patrie*.

Pendant toute cette période tumultueuse, Le Pen père règne en maître absolu. Anticomunisme, raciste, antisémite, admirateur des régimes totalitaires, Le Pen déclare en 1987 que : « *Je ne dis pas que les chambres à gaz n'ont pas existé. Je n'ai pas pu moi-même en voir. Je n'ai pas étudié spécialement la question. Mais je crois que c'est un point de détail de l'histoire de la Deuxième Guerre mondiale* ». Ce que d'aucuns appelleront un dérapage vaudra à Le Pen deux condamnations en 1991 et 2018. En 1988, il réitère avec sa déclaration, à propos du ministre de la Fonction publique, Michel Durafour, « *Durafour crématore* ».

Jusqu'en 1998, quelques départs et arrivées émaillent la vie du *FN*. Il faut attendre décembre 1998 pour assister au premier gros clash à la tête direction du *FN*. Bruno Mégret entre en conflit avec Jean-Marie Le Pen. Mégret veut faire dépasser au *FN* son rôle contestataire pour le transformer en un parti de gouvernement. La « délépénisation » du parti avant l'heure. Mégret sera exclu le 23 décembre et entraînera la création du *MNR (Mouvement National Républicain)* en février 1999.

21 avril 2002 : « Votez escroc, pas facho ! »

La présence de Jean-Marie Le Pen au second tour de la présidentielle de 2002 est rendue possible par l'effondrement poli-

Dossier extrême droite

tique et électoral du gouvernement de « gauche plurielle » (*PS-PCF-Les Verts*), dirigé par Lionel Jospin, mais également de la droite et du *RPR*. Le nombre de candidats, 16 au total, est un record. Mais plus important, l'abstention est massive, historique, à près de 28,5 %. Ce sera le premier épisode de la « grève du vote », notamment de l'électorat ouvrier. Pendant que le *PS* et Lionel Jospin perdent 2,5 millions de voix par rapport au premier tour de 1995, que le *PCF* et Robert Hue perdent 1,6 million de voix, que le *RPR* et Jacques Chirac perdent 680 000 voix, Le Pen et le *FN* voient leur base électorale se maintenir (progressant de 230 000 voix par rapport à 1995). En 1995, le bloc d'extrême droite (Jean-Marie Le Pen, Philippe de Villiers, Jacques Cheminade) avait recueilli 6,1 millions de voix. En 2002, ce même bloc (Jean-Marie Le Pen, Bruno Mégret) recueille 5,5 millions de voix. Ainsi, il est donc politiquement et arithmétiquement mensonger de parler de « danger fasciste ». Pourtant, l'argument frelaté sera au centre de la campagne géante de manipulation et de culpabilisation, orchestrée par le *PS*, le *PCF*, les *Verts*, le *MDC*, la *LCR*, les directions syndicales bureaucratiques, pour appeler à voter Chirac au second tour. Il n'y aura que *LO* pour refuser d'appeler à voter Chirac, défendant jusqu'au bout l'indépendance de la classe ouvrière (sur la base de ce constat politique, *La Commune* et *LO* prirent contact en 2002). Candidat de la bourgeoisie et des « républicains sincères », Jacques Chirac sera plébiscité, ré-élu avec 82,21 % des voix (plus fort que Louis-Napoléon Bonaparte en 1848 !), recueillant 25,5 millions de votes, contre 5,6 millions au premier tour (soit moins de 20 % des suffrages, le plus mauvais score d'un Président sortant au 1^{er} tour). En définitive, ce sera « escroc » et « facho ». Chirac nomme au poste de ministre de l'Intérieur Nicolas Sarkozy, un autre « démocrate sincère ».

La suite, nous la connaissons : la grève de mai-juin 2003 contre la réforme Fillon de liquidation des retraites, le NON au référendum sur le TCE (Traité Constitutionnel Européen) le 29 avril 2005, la révolte des banlieues d'octobre-novembre 2005 après les morts de Zyied et Bouna à Clichy-sous-Bois, le mouvement victorieux contre le CPE (Contrat Première Embauche) de Dominique de Villepin en 2006... L'abstention ne favorise en rien l'extrême droite, elle est un facteur d'accélération et d'approfondissement de la lutte des classes, de la crise du régime, de la crise des partis politiques institutionnels, de la crise économique et sociale. Aujourd'hui encore !

Le Rassemblement National : outil de dédiabolisation

C'est pendant la campagne présidentielle de 2002 que se met en place la cellule « idées images » dirigée Marine Le Pen et Jean-François Touzi, et qui se donne

comme but de redorer, « dédiaboliser », l'image de Le Pen. Entreprise désespérée face aux diatribes du despote. En 2005, le journal *Rivarol*, torchon fasciste, retranscrit un entretien de Le Pen affirmant que l'occupation allemande n'avait pas été « si inhumaine que cela ». Les divagations du père commencent à poser problème à une large partie de la direction du *FN*. Son entretien dans *Rivarol* va sceller l'avenir du père : sa fille prend ses distances, Jacques Bompard le critique ouvertement ; Gollnisch et Lang refusent l'exclusion de Bompard mais aussi de prendre la direction de la campagne présidentielle. Résultat de cette guerre intérieure, Le Pen ne fait « que » 10,54 % à la présidentielle de 2007 et 5 % aux législatives, ce qui correspond au premier recul électoral du parti. Le Pen serait-il le pire ennemi du *FN* ? Sa fille et sa garde rapprochée en ont décidé ainsi.

Loin du 6 février 1934 et de la « révolution nationale », Marine Le Pen rêve d'une conquête du pouvoir par les urnes. La « délepénisation » du parti est donc nécessaire et implique des ruptures politiques et programmatiques profondes. C'est ce que fera Marine Le Pen en abandonnant toute référence aux mesures historiques de « sortie de l'Union Européenne » et d'« abandon de l'euro » au profit d'un « changement par l'intérieur » de l'UE. Elle déclarera : « on peut améliorer la vie quotidienne des Français sans quitter l'Europe ni l'euro ».

Jean-Marie Le Pen est exclu en 2015. Pendant la campagne présidentielle de 2017, le terrain « souverainiste » sera abandonné à François Asselineau (*UPR*) et sera, quelques mois plus tard, la cause du départ de Florian Philippot (*Les Patriotes*). Le 9 février 2018, la cour d'appel du tribunal de Versailles confirme l'exclusion de Jean-Marie Le Pen. Le *FN* devient le *RN* (*Rassemblement National*) le 1^{er} juin 2018.

Le Rassemblement National est-il un parti « fasciste » ?

Si l'ADN historique et politique du *RN* est fondamentalement réactionnaire, il est faux, ou prématuré, de caractériser le *RN* comme un parti fasciste ou un recours politique pour le capital. Pour les marxistes, la définition du fascisme est limpide. C'est le recours par le capital à un mouvement de masse, incluant la mobilisation politique de la petite bourgeoisie contre le prolétariat, pour détruire la classe ouvrière, ses organisations, ses acquis. Ce serait contre-productif dans la lutte que la classe ouvrière doit mener contre le capitalisme, et son fidèle valet réactionnaire, de faire croire que le *RN* serait aujourd'hui un recours. Disposant d'une base électorale, le *RN* n'a aujourd'hui rien d'un parti de masse : entre 20 000 et 30 000 adhérents, peu d'élus nationaux et locaux, pas d'interventions syndicales, pas de démonstration de masse, etc. Cela reste un

« parti contestataire » dont la base sociale se recrute essentiellement dans la petite-bourgeoisie déclassée, le lumpenproletariat, dans les milieux réactionnaires, catholiques, royalistes.

Les affaires politiques et financières (« tuer le père », la lutte interne avec sa nièce Marion Maréchal-Le Pen, les affaires des assistants parlementaires européens, des financements de campagnes, des assistants au conseil régional du Nord-Pas-de-Calais...) alimentent désormais l'actualité tandis que depuis 2017 les défaites électorales et politiques se succèdent (élections européennes, municipales, régionales.)



Marine Le Pen

Le Rassemblement National est un parti intégré à la V^e République !

Tout à tour repoussoir et lièvre des gouvernements pour justifier toutes les lois anti-ouvrières, anti-démocratiques, anti-immigrés, anti-jeunes, le *FN-RN* est essentiel à la bourgeoisie. Et aux partis de droite comme de gauche : Mitterrand, lors de ces deux septennats, au nom du danger fasciste et de la politique du « front républicain », cède à toutes les exigences des capitalistes. De fait, Jean-Marie Le Pen était parfait pour incarner ce repoussoir en adepte des petites phrases racistes, anti-sémites et islamophobes ; c'était une diabolisation utile pour les pouvoirs de droite « institutionnelle » et de gauche « républicaine ». Aujourd'hui, Marine Le Pen, en rompant avec son père, en « dédiabolisant » son parti, prouve clairement la compatibilité, la loyauté, la fidélité de son parti envers le régime de la V^e République, ses institutions et envers l'Union Européenne.

De l'échec de la récupération du mouvement en Gilets Jaunes jusqu'à la gifle abstentionniste de juin 2021, tout montre que le *RN* n'est en rien considéré par les masses comme un recours politique. Au contraire, les masses l'assimilent au fameux « système » qu'il dénonçait pour, en réalité, mieux le servir. Le *RN* est aux yeux des masses un des responsables (presque comme les autres) des maux et difficultés dont elles souffrent. C'est par la lutte des classes, donc par la lutte contre Macron et sa politique, que l'on combat l'extrême droite. Et rien d'autre !

Août-septembre 2021

Il y a quelque chose de pourri au royaume de Macron

Un pouvoir en marche pour sa réélection qui n'en finit pas de traîner des casseroles judiciaires ... Une classe politique en décalage total avec la clairvoyance des masses ... la fin de régime est proche !

La monarchie des voyous

Le 16 juillet 2021, pour la première fois dans l'histoire de la V^e République, un ministre de la Justice en exercice est mis en examen et reste en fonction. Eric Dupond-Moretti est soupçonné de « prise illégale d'intérêts » dans l'affaire sur les fuites des écoutes de Nicolas Sarkozy, alias Paul Bismuth. Dupond-Moretti, une fois nommé Garde des sceaux, aurait usé de son pouvoir pour se venger des juges qui, cherchant une « taupe », avaient autorisé l'examen de ses fadettes.

Puis le 10 septembre 2021, mise en examen de l'ancienne ministre de la santé, Agnès Buzyn, pour « mise en danger de la vie d'autrui » dans le cadre de son action et de la gestion de la crise Covid. Rappelons qu'Agnès Buzyn avait affirmé dans le journal *Le Monde* du 17 mars 2020 avoir informé Macron et Castex, en décembre 2019 et janvier 2020, du caractère dangereux et urgent de la situation pandémique en parlant de « tsunami ».

Enfin, le 13 septembre 2021, ouverture du procès d'Alexandre Benalla. C'est le nervi, l'auxiliaire de police amateur, et néanmoins adjoint au chef de cabinet de l'Élysée, proche de Macron, qui a violemment un couple de manifestants le 1^{er} mai 2018, place de la Contrescarpe à Paris, en se faisant passer pour un policier. Certains aiment les safaris, la chasse ; Benalla, son kif, c'est de casser du « gauchiste ». Benalla est jugé pour « violence en réunion, immixtion sans titre dans l'exercice d'une fonction



Alexandre Benalla, 1^{er} mai 2018

publique, port d'arme, usage public et sans droit d'un insigne, violation du secret professionnel et divulgation d'images de vidéoprotection ». La V^e République prend peu à peu le visage d'une monarchie des voyous, une « société du 10 décembre », avec des passeports diplomatiques en plus !

A la Fête de l'Humanité « tout le monde déteste la police »... ou presque

A la Fête de l'Humanité, il y a celles et ceux qui aiment accueillir Gabriel Attal, le porte-parole du gouvernement. Celles et ceux qui aiment débattre avec Valérie Pécresse, présidente du conseil régional d'Île-de-France, candidate à l'élection présidentielle de 2022, qui se définit politiquement comme « 2/3 Merkel et 1/3 Thatcher », fervente catholique proche de *Sens Commun*, opposante au mariage pour tous, et prompte à faire « le lien entre terrorisme et immigration récente ». Il y en a qui préfèrent les photos avec Philippe Martinez, Anne Hidalgo, Eric Piolle, Sandrine Rousseau. Bon, il manquait Jean-Luc Mélenchon et Yannick Jadot.

Mais au-delà de toutes les nuances, tout ce petit monde est d'accord pour condamner le rappeur Soso Maness qui a fait reprendre par la foule le slogan « *Tout le monde déteste la police* ». À l'unisson des syndicats policiers Synergies, Alliance, Unité SGP FO, Alternative Police CFDT, qui ont dénoncé « la haine contre la police nationale », le ministre de l'intérieur, Gérald Darmanin, a exigé de « tous les partis de gauche » participant à la fête de l'humanité, une condamnation ferme des propos injurieux contre la police de la République. » Darmanin a été immédiatement exhaussé. Par Roussel et le PCF : « Je ne cautionne pas du tout ces propos, que je ne partage pas. Je les condamne fermement, je défends trop le métier des gardiens de la paix qui travaillent dans de si mauvaises conditions pour cautionner ce genre de propos » C'est vrai que Roussel défend les policiers, il manifeste même avec les factieux devant l'Assemblée, comme le 18 mai 2021. La porte-parole du PS, Dieynaba Diop, déclare que : « ce n'est pas à la gauche de ré-



Pécresse et Roussel, Fête de l'Humanité, 11 septembre 2021

agir, c'est à la République toute entière. Ce genre de propos ignominieux se tient aussi lors de manifestations, de manière beaucoup trop régulière à mon goût. »

Ce slogan, on l'entend beaucoup dans les manifestations, c'est vrai. Surtout depuis 2016 et les manifestations contre la loi El-Khomri qui ont marqué le début d'un cycle de répression et de violences policières inconnu. Oui, la police tue, mutile, blesse, matraque, gaze, charge, sur ordre des gouvernements successifs et en toute impunité. Il n'y aura que la LFI, par la voix de son porte-parole de la jeunesse, David Guiraud pour ne pas condamner : « les rappeurs ont le droit de dire leur amour ou leur désamour vis-à-vis de la police. C'est depuis l'histoire du rap que ça existe ! Pendant mai 68, c'était CRS-SS, on s'en est remis... »

En mai 68, on disait aussi « Élection, piège à cons ! ». Mais Mélenchon vient de déclarer : « L'abstention est la pire chose qui puisse nous arriver. Les sondages le disent : plus ça vote, plus nous sommes forts. Moins ça vote, plus Macron et Le Pen sont forts. Sachez-le, l'abstention vote Macron ! » Et de conclure : « L'abstention, décidément, est un piège à cons ! ». La clairvoyance politique des masses travailleuses et abstentionnistes est pourtant une leçon que tous devraient étudier de près.

17 septembre 2021

Pour le *Parti des Travailleurs* et Lula, la conciliation de classes vaut mieux que chasser Bolsonaro !

Trois mois après le début de la mobilisation contre le gouvernement du président Bolsonaro, *La Commune* a souhaité donner la parole à Verónica O'Kelly, l'une des porte-parole d'*Alternativa Socialista*, section brésilienne de la *Ligue Socialiste Internationale (LIS)* afin de faire le point sur la situation, les différents acteurs et les défis qui attendent la classe ouvrière brésilienne.



1. Depuis le 29 mai 2021, des millions de travailleurs et de jeunes brésiliens envahissent les rues pour exiger le départ du réactionnaire Jair Bolsonaro. Où en est la mobilisation ?

Tout d'abord, il faut dire qu'il s'agit d'une mobilisation massive qui s'est déroulée d'un bout à l'autre du Brésil, dépassant toutes les prévisions politiques de gauche et de droite. Le « 29M » (29 mai) est né de la pression exercée par un secteur d'organisations politiques et sociales de gauche sur les directions bureaucratiques et de centre-gauche qui empêchaient l'avancée de la mobilisation. Et ce fut une grande mobilisation qui a été suivie d'autres plus importantes encore les « 19J » (19 juin), « 3J », « 13J », « 24J » (3, 13 et 24 juillet) et « 18A » (18 août). Le « 7S » (7 septembre) sera le prochain appel.

Il y a un désaccord avec les directions bureaucratiques, comme le *Parti des Tra-*

vailleurs (PT), qui cherchent à « refroidir » la situation pour éviter un débordement du processus de mobilisation. Son intention est de le contrôler et de placer l'année prochaine, date à laquelle il devrait y avoir des élections présidentielles, « Lula 2022 » au centre de toute sa politique, tissant de larges alliances électorales qui vont de la droite traditionnelle à la gauche, comme le *PSOL (Parti Socialisme et Liberté)*.

Nous sommes donc à ce moment où il n'y a toujours pas de clarification, mais où il y a une pression évidente des masses pour lutter contre le gouvernement criminel de Bolsonaro. Il s'agit d'un gouvernement fortement affaibli et isolé au niveau national et international qui se maintient grâce à un accord avec la bourgeoisie, mais également par l'absence d'un processus qui dépasse la politique de casse de la mobilisation par le centre-gauche. Nous mettons au centre de notre politique la nécessité de construire une grève générale, tout en renforçant l'unité la plus large dans les rues contre le gouvernement et son programme anti-populaire.

2. Quelle est l'action du PT de Lula et de ses alliés dans le mouvement réel des masses ? Quels sont leurs objectifs ?

Le *PT* a régné pendant 12 ans au service du capital, favorisant la concentration économique, l'agrobusiness, les banquiers, les entreprises nationales et multinationales. Cela a généré une grande déception dans les masses qui, à la fin des années 90 et au début des années 2000, avaient placé leur confiance et leurs attentes dans ce projet qui prétendait être en faveur des travailleurs et des pauvres. En 2013, cette déception a commencé à s'exprimer lorsque, principalement par la jeunesse, un processus de mobilisation de masse a commencé contre le gouvernement du *PT*, à l'époque avec Dilma Rousseff à la présidence. Ce fut le début du divorce des masses avec le *PT* et le début d'une nouvelle émergence sociale, la droite radicale représentée par Bolsonaro.



Aujourd'hui, Lula est à nouveau une option gouvernementale face à l'échec du projet « bolsonariste ». Et il revient avec la même recette pour un large front avec la bourgeoisie et les partis de gouvernement. Toute la politique de Lula et du *PT* se concentre sur les échéances électorales de l'année prochaine : l'enjeu est, pour affaiblir Bolsonaro, de le laisser gouverner et terminer ses politiques anti-ouvrières pour arriver, avec "Lula 2022", comme le sauveur.

3. Le 7e congrès du *PSOL* a été réuni. Le courant *Alternativa Socialista* a déclaré « refuser vouloir faire partie du dernier wagon du train du *PT* de la conciliation de classes » pour les élections présidentielles de 2022. Quelle est la position du *PSOL* ? Quelles perspectives pour *Alternativa Socialista* ?

Eh bien, dans la lignée de ce que je vous disais tout à l'heure, le projet du *PT* est un large front de conciliation de classes. Contrairement à ce qui se passe dans le monde et en Amérique latine en particulier, où il y a une montée des masses qui mènent de grands processus de mobilisation et de révoltes, le *PT* propose un nouveau projet pour discipliner les masses, en s'appuyant sur le « moindre mal » d'un gouvernement progressiste avec la bourgeoisie.

Cela ouvre des débats en général, comme au *PSOL*, qui est un parti de tendances et de courants avec beaucoup de diversité, et où il y a des positions centristes et d'autres plus à gauche. Aujourd'hui, la direction majoritaire du *PSOL* est représentée par des courants centristes ouverts au projet de conciliation de classes proposé par le *PT*, sous prétexte d'un « moindre mal » face à la terreur néofasciste de Bolsonaro. Je le répète, Bolsonaro est affaibli et ne représente aucun danger fasciste même si son discours reste radical à droite. En fait, la réalité est que, jour après jour, Bolsonaro perd ses soutiens et sa base sociale et chute dans les sondages. Aujourd'hui, tous les sondages électoraux indiquent que Bolsonaro perd dans tous les scénarios possibles.

Nous sommes donc dans ce débat, dans ce désaccord profond avec les secteurs qui revendiquent un *PSOL* assimilé au projet de conciliation de classes. Avec *Alternativa Socialista*, nous militons pour l'unité de toute la gauche socialiste du *PSOL*, en formant le *Movimento de Izquierda Radical* (Mouvement de la Gauche Radicale), avec un accord politique large pour que le parti ait sa propre candidature sur la base d'un programme radical du gauche.

Dans ce scénario, *Alternativa Socialista*, la section brésilienne de la *Ligue Socialiste Internationale (LIS)*, avance dans sa construction. Nous avons fait des avancées importantes dans la construction du parti révolutionnaire et sommes optimistes

pour les temps à venir. La lutte des classes nous fournira des occasions de nous renforcer, en contribuant à la tâche indispensable de construire l'internationale et de continuer à renforcer la *LIS* aux quatre coins de la planète.

Propos recueillis le 23 août 2021



Verónica O'Kelly

« Dehors Duque et tout son gouvernement ! »

La grève nationale du 28 avril 2021 en Colombie s'est transformée en véritable révolte. La classe ouvrière, les jeunes en tête, s'est soulevée contre la réforme fiscale du gouvernement d'Iván Duque et l'a obligé à la retirer. La mobilisation massive dans tout le pays a contraint les centrales syndicales réunies dans le *CNP (Comité Nacional de Paro, Comité National de Grève)* à appeler à la poursuite du mouvement. Néanmoins le *CNP*, tout comme les partis traditionnels, trahit jour après jour les aspirations du peuple colombien en focalisant l'attention sur les futures échéances électorales. Notre camarade Lorena Perdomo, coordinatrice nationale d'*Impulso Socialista*, section colombienne de la *LIS (Ligue Socialiste Internationale)*, répond aux questions de *La Commune*.

1. Sur quelles bases et comment a été opérée la trahison de la classe ouvrière colombienne par le *CNP* ?

C'est en effet le *CNP* qui a donné l'impulsion pour le démantèlement de la mobilisation mais le processus de lutte est toujours vivant, malgré les échéances électorales et le terrorisme d'État (les violations des droits de l'Homme par la police et les forces armées de l'État ont causé 48 meurtres, 448 disparitions forcées, 3 155 cas de violences policières et 106 cas de violences basées sur le genre) et le peuple continue de rejeter la politique meurtrière et d'« ajustement » du gouvernement. Si l'énergie de lutte et de résistance contre le terrorisme d'État est toujours là, le dernier pic de mobilisation massive et nationale date néanmoins du 28 mai.

Le rôle bureaucratique du *CNP* empêche d'intensifier la lutte puisqu'en tant que direction il a réussi à réduire la mobilisation dans la rue de quatre manières : d'abord, en n'appelant pas à une véritable grève générale pour arrêter la production en lien avec les assemblées de travailleurs et de travailleuses par secteur ; deuxièmement, en négociant avec le gouvernement dans le dos des masses mobilisées et des assemblées populaires ; troisièmement, en faisant lever la grève des enseignants par la direction de la *FECODE* (Syndicat des éducateurs) ; et enfin en annonçant qu'il n'appellerait plus à des mobilisations dans le pays.



Le *CNP* est composé des centrales syndicales, des mouvements sociaux et des partis politiques d'opposition qui se veulent alternatifs. La direction de la *CUT (Central Unitaria de Trabajadores, Centrale unitaire des Travailleurs)*, composée de représentants de partis réformistes et de centre-gauche tels que *Alianza verde* (l'Alliance verte), le *MOIR* (aujourd'hui appelé *Dignidad*, Dignité) et d'autres courants, a cherché avec la *CGT (Confederación General del Trabajo, Confédération générale du travail, syndicat colombien d'inspiration chrétienne)*, la *CTC (Confederación de Trabajadores de Colombia, Confédération des travailleurs de Colombie)* et le *Petrismo* (Pétrisme, d'après le nom de l'homme politique Gustavo Petro) à reporter tout le mécontentement social vers l'échéance électorale.

Cette action s'inscrit dans la politique des secteurs réformistes du centre-gauche au sein du *Pacto Histórico* (Pacte historique) et du centre-droit de la *Coalición de la Esperanza* (Coalition de l'Espoir), qui agissent au sein de la bureaucratie syndicale et des mouvements sociaux, en cherchant à tout canaliser vers les élections présidentielles de 2022, empêchant la lutte dans la rue de vaincre le gouvernement Duque par des moyens révolutionnaires. Tout est fait pour une sortie de crise pour la bourgeoisie, qui ne touche pas ni le régime ni bien sûr les plans d'« ajustement » et de précarité du capitalisme impérialiste du *FMI*

(*Fonds Monétaire International*), de la Banque mondiale et de l'*OCDE (Organisation de coopération et de développement économiques)*.

Cette situation a conduit à un rejet généralisé par les secteurs les plus radicalisés de la jeunesse et du peuple contre le *CNP*, car ils ne se sentent représentés dans aucune de ses politiques de reddition et de conciliation de classes.

2. Quelle est la situation après les manifestations du 20 juillet dernier ?

Bien que les combats dans les rues aient diminué, force est de constater qu'il reste une avant-garde qui anime les mobilisations dans différentes villes du pays et tente de soulever les assemblées populaires, mais il leur manque un programme et un plan de lutte pour surmonter le reflux actuel et créer de meilleures conditions de combat pour faire face à la contre-offensive du gouvernement Duque et du régime « urubiste » (du nom d'Alvaro Uribe, président de la République de Colombie, de 2002 à 2010, du même parti que Duque).

Cette contre-offensive gouvernementale est caractérisée par une nouvelle réforme fiscale, (qui a dû néanmoins s'assouplir sous l'effet du mécontentement général) et par la campagne électorale. Tous les



secteurs réformistes sont en campagne électorale, majoritairement positionnés autour du projet « pétriste » du *Pacte Historique*, où ils cherchent à remplacer la droite réactionnaire de l'« uribisme » par les urnes.

Le *CNP* est pleinement engagé dans les issues parlementaires (sous forme de projets de lois) et la dynamique électorale de 2022, où il promeut sa déclaration dite d'urgence. Le phénomène de *Las Primeras Lineas* (les premières lignes), en particulier la *Unión de Resistencias de Cali* (Union des Résistances de Cali), ont permis une série de rassemblements avec une perspective nationale dont l'objectif est la formation d'un nouveau parti politique ; les organisations sociales à la tête du *Congreso de los Pueblos* (Congrès des Peuples) ont lancé un appel à l'*ANP* (*Asamblea Nacional Popular*, Assemblée Populaire Nationale) début juin à Bogotá. Cette initiative a suscité de l'espoir chez celles et ceux qui étaient sorties en masse dans la rue et ne se sentaient pas représentés dans la direction autoproclamée du *CNP*.

3. Quel rôle et quelles limites sont celles de l'ANP ? Comment vois-tu la situation évoluer ?

Bien que l'*ANP* qui s'est tenue à Bogota ait réussi à mobiliser un secteur important de la jeunesse, sa convocation tardive, l'absence des forces syndicales, des principales organisations indigènes telles que le *CRIC* (*Consejo Regional Indígena del Cauca*, Conseil Régional Indigène du Cauca, un des 32 départements de la Colombie), des organisations paysannes, de la majorité

des *Premières Lignes*, des assemblées populaires de base, n'ont pas permis de dégager une direction, un programme et un plan d'action susceptibles de rivaliser avec le projet politique du *Congrès des Peuples*.

Lors de la dernière *ANP* qui s'est tenue à Cali, le gouvernement a mené une opération nationale pour empêcher les bus des délégations de chaque région d'arriver à l'événement à l'*Universidad del Valle*. La police a effectué des contrôles sur toutes les routes, effectué des perquisitions et harcelé les participants. Il n'a pas pu empêcher l'arrivée des délégations à Cali, seulement à retarder l'ordre du jour.

Il est à noter que le *Congrès des Peuples* en tant que force majoritaire au sein de l'*ANP* a décidé de retirer plusieurs de ses délégations avant de commencer la session plénière où le programme et le plan de lutte seraient décidés. En revanche, cette même organisation a passé un accord avec l'Église et l'*ONU* (*Organisation des Nations-Unies*) dans le dos de l'assemblée.

Face à ces méthodes qui empêchent l'*ANP* d'avancer et de devenir un véritable pôle d'attraction, notre proposition est de construire une coordination nationale populaire qui soit élue démocratiquement dans les assemblées régionales, avec des délégations révocables dont la fonction principale est de dynamiser et d'unir les luttes autour d'un programme et d'un plan de lutte organisés autour du mot d'ordre « *Fuera Duque !* » (Dehors Duque !). L'objectif est de satisfaire les revendications les plus urgentes dans le cadre de la crise économique et sanitaire et de rejeter la nouvelle réforme fiscale.

À *Impulso Socialista*, nous pensons que le programme de mobilisation doit être mené autour du « *Dehors Duque et tout son gouvernement !* » Il est nécessaire que le terrorisme d'État ne reste pas impuni : c'est pourquoi le démantèlement de toutes les forces répressives est urgent de même que le jugement, la punition de l'ensemble des dirigeants politiques et militaires qui ont ordonné les meurtres et les crimes contre les droits de l'Homme et enfin la révocation des juges, procureurs et maires complices. Il faut aussi faire face à la crise économique et sanitaire avec un plan d'urgence : non-paiement de la dette extérieure pour rompre avec la domination impérialiste du *FMI*, de l'*OCDE* et de la *Banque mondiale* ; une taxe permanente sur les grandes fortunes ; suppression de la TVA sur tous les produits du panier familial et utilisation de toutes ces ressources pour pallier la crise (revenu de base pour le chômage et le travail informel ; budget de la santé triplé ; système de santé unifié avec l'objectif de le rendre public, gratuit et universel ; gratuité de l'enseignement).



Tout cela ne sera possible que si nous renforçons la construction d'un outil politique de la classe ouvrière qui aide à diriger la force et l'énergie du peuple vers un processus révolutionnaire ; c'est pourquoi nous croyons fermement que notre tâche la plus importante, en plus de promouvoir la mobilisation et l'auto-organisation de notre classe, passe par la construction de *Impulso Socialista* en Colombie dans le cadre de la *Liga Socialiste Internationale*.

Propos recueillis en septembre 2021

La chute de Kaboul : où va l'Afghanistan¹ ?

La fuite du président afghan Ashraf Ghani, sans opposer de résistance, et la prise de Kaboul par les talibans, sans tirer un coup de feu, ont refermé vingt années d'un chapitre cruel de l'histoire de l'Afghanistan et ouvert un nouveau chapitre plein d'incertitude, de confusion et de possibilités. Ce nouveau chapitre s'ouvre avec le retrait des forces impérialistes américaines et l'entrée des talibans à Kaboul. Ce retrait est une démonstration claire de l'échec de l'ordre capitaliste mondial et de ses politiques néolibérales.

Impérialisme et intégrisme, deux faces d'une même médaille

Lors de l'invasion de l'Afghanistan en 2001, l'impérialisme américain s'était fixé des objectifs stratégiques explicites et implicites. Apparemment, ils avaient prévu de disperser *Al-Qaida* et de traduire Ben Laden en justice. Ironiquement, les Américains ont tué un Ben Laden non armé et malade, plus tard en 2011, pour l'empêcher de révéler ses liens étroits avec les impérialistes eux-mêmes. Ils ont armé et organisé *Al-Qaida* contre le régime d'Assad en Syrie et lui ont fourni un soutien aérien, le transformant en une organisation redoutable. (...)

Aujourd'hui, cependant, alors que les Américains partent, les talibans sont plus forts que jamais. (...) En s'enfuyant, les Américains ont perdu leurs rêves de contenir la Russie et l'Iran et d'assiéger la Chine. Dans le même temps, la violence réactionnaire et l'intégrisme des talibans se sont emparés de l'État. Le fondamentalisme religieux et l'extrémisme sont en réalité une réponse politique réactionnaire faite par des couches sociales arriérées, privées d'avenir et isolées par le développement inégal de la société provoqué par le capitalisme.

Ce sont les impérialistes qui ont organisé et armé ces groupes pour écraser les mouvements de masse progressistes, les partis et les organisations dans les pays musulmans. Dans l'histoire moderne, il n'y a pas une seule organisation fondamentaliste qui n'ait été nourrie et utilisée par les impérialistes pour leurs fins fallacieuses. De la promotion du wahhabisme en collusion avec la famille Saoud à la promotion des *Frères musulmans* contre Nasser en Égypte, au soutien du général Suharto contre Sukarno en Indonésie ou à l'érection du *Hamas* contre le mouvement de libération palestinien (...) D'*Al-Qaida* à *Boko Haram* et de *l'État islamique* au *Front Al-Nusra*, il existe des dizaines de ces organisations réactionnaires qui ont été créées par les impérialistes pour sauvegarder leurs intérêts dans le monde. L'histoire récente a amplement démontré que l'impérialisme et l'intégrisme sont les deux faces d'une même médaille. De nombreux libéraux, aveuglés par les fausses affirmations des États-Unis à l'époque, les ont soutenus

pour écraser le fondamentalisme et restaurer les droits de l'homme dans la région. (...)

Les 40 dernières années de guerre impérialiste en Afghanistan ont démantelé l'État, la société et les forces politiques du pays. Les seigneurs de guerre et les seigneurs de la drogue ont remplacé la direc-

lisme américain était devenu si impuissant en Afghanistan qu'il en avait perdu la raison. Dans une telle situation, il a commis des erreurs les unes après les autres. Les talibans ont tiré le meilleur parti des récents pourparlers de Doha. Malgré l'accord, les talibans agissaient en sens inverse et les États-Unis les observaient impuissants.



tion politique collective. Au milieu de cette guerre a grandi une nouvelle génération qui a rêvé de la fin de la guerre et d'une vie prospère. En l'absence d'alternative politique, ils se tournent vers ces chefs de guerre qui ont fait de la guerre un business rentable. À l'exception de quelques petites organisations politiques en Afghanistan, tous les groupes de puissants seigneurs de guerre sont des représentants de l'un ou l'autre des pays impérialistes, y compris les pays voisins. Aucun groupe n'a sa propre vision politique ou un programme socio-économique pour l'amélioration de la société. Ce sont des marionnettes de leurs maîtres impérialistes respectifs. La chute récente de Kaboul peut être comprise dans le même contexte.

La chute de Kaboul

Certains analystes décrivent la prise de contrôle de Kaboul par les talibans comme une conspiration américaine, ce qui est un non-sens total. En fait, l'impéria-

Avant la prise de contrôle de Kaboul par les talibans, il avait été convenu qu'après la démission d'Ashraf Ghani, un gouvernement provisoire serait formé qui tiendrait de nouvelles élections dans six mois. En s'emparant de Kaboul, les talibans se sont emparés de tout. L'avance surprenante et rapide des talibans vers Kaboul doit beaucoup à l'abandon brutal par les États-Unis en pleine nuit des bases militaires à Bagram, Kandahar et ailleurs. Ceci a eu un effet négatif sur le moral, la solidarité et la capacité de défense de l'armée afghane. Les soldats et officiers afghans ont commencé à quitter leurs avant-postes avant même la bataille dans une situation où tous leurs approvisionnements étaient épuisés. La faible solde des soldats afghans, le manque de solde pendant des mois, le détournement de fournitures militaires, l'appui aérien inadéquat, les ordres contradictoires du commandement local et du centre, et enfin le changement rapide de loyauté des chefs tribaux vers les talibans ont contribué à la démoralisation complète de l'armée afghane.



Les talibans ont rencontré une forte résistance à Herat et Lashkargah et ont été incapables de les prendre pendant des jours. S'ils avaient rencontré une résistance similaire dans d'autres villes, cela aurait pu prendre des années pour atteindre Kaboul. Mais le chef de guerre d'Herat, Ismail Khan, suivant les instructions de l'Iran, s'est rendu aux talibans et leur a remis Herat, tout comme il avait copéré avec les Américains pour renverser les talibans en 2001, également sur instructions de l'Iran. (...) À Kandahar, des chefs de tribus et des seigneurs de guerre influents ont ouvert la voie à la prise du pouvoir par les talibans. La province ancestrale d'Ashraf Ghani, Logar, a également été capturée de la même manière. C'est ainsi que les talibans sont arrivés à Kaboul par le sud, tout en avançant vers le nord, envahissant les grandes villes et atteignant la ville de Mazar-I-Sharif du général Rasheed Dostum, une marionnette d'Erdogan de Turquie. Ce dernier s'était vanté d'avoir créé un nouvel État du Turkestan en divisant l'Afghanistan face à l'offensive des talibans. Mais son centre de pouvoir, Mazar-I-Sharif, a été conquis par les talibans en un rien de temps. Dostum et le général Atta se sont enfuis en Ouzbékistan. De cette façon, les talibans ont avancé du nord jusqu'à Kaboul sans rencontrer de résistance. Les victoires rapides des talibans dans le nord auraient été impossibles sans l'aide russe et iranienne.

Les acteurs afghans : Ashraf Ghani et Abdullah Abdullah

Ashraf Ghani, dont la connaissance de l'art de gouverner se limite à son expérience des corvées de la *Banque mondiale* et des ONG, était tout à fait incapable de jouer un rôle décisif dans les circonstances complexes et extraordinaires de l'Afghanistan. Les Américains l'ont dédaigneusement tenu à l'écart de tout le processus de pourparlers avec les talibans. Il ne pouvait même pas répondre à une telle humilia-

tion. Ces pourparlers se sont poursuivis jusqu'à la chute de Kaboul, mais, même ainsi, Ashraf Ghani et son gouvernement sont restés hors de tout.

Comprenant toute la situation, le chef astucieux de l'*Alliance du Nord*, Abdullah Abdullah, s'est assuré le poste de chef du *Haut Conseil pour la réconciliation nationale*. Cette position lui a permis de jouer un rôle essentiel dans les phases finales des pourparlers et il est resté proche des talibans. Le rôle et la position d'Abdullah Abdullah dans le régime des talibans, qui a intégré également d'autres groupes, a permis la victoire rapide des talibans.

Constitutionnellement, Ashraf Ghani était le commandant suprême des forces armées. Pendant toute cette guerre, il n'a pas visité un seul front pour remonter le moral des soldats. Un jour, il a été vu avec ses conseillers et ses commandants au fort de Bala Hissar à Kaboul en train d'élaborer des stratégies de défense et le lendemain, il a été vu fuyant le palais présidentiel avec des valises pleines de devises étrangères, selon l'ambassadeur de Russie. Il s'est enfui aux Émirats arabes unis et a quitté le pays dans la confusion et l'incertitude. L'éducation et la formation

des institutions capitalistes de la *Banque mondiale* et des ONG ne peuvent produire que des lâches et des libéraux comme Ashraf Ghani. (...)

L'Afghanistan, nouvel Eldorado pour l'Asie ?

(...) Considérant que le vide créé par Ashraf Ghani et son gouvernement a été comblé par les talibans comme seule alternative à l'heure actuelle, la Russie, la Chine et l'Iran veulent combler le vide créé par la défaite des États-Unis. Ces pays ont apporté tout le soutien possible aux talibans dans leur lutte contre les États-Unis. Dans le même temps, le Pakistan coordonne et harmonise ses relations avec ces États en utilisant sa grande influence sur les talibans. Dans de telles conditions, le régime pakistanais pro-américain et l'« État profond » du Pakistan entreront inévitablement en conflit. Pour le Pakistan, 2021 pourrait s'avérer être un scénario inverse à 2017.

Bien qu'il s'agisse d'un pays enclavé avec environ 75% de son relief montagneux, l'Afghanistan est un pont important entre les États d'Asie Centrale et d'Asie du Sud. Ses ressources naturelles et en minerais ont été au centre des préoccupations de plusieurs puissances impérialistes. Selon un rapport de l'*American Defence Committee* publié dans le *New York Times*, l'Afghanistan possède des réserves colossales de cuivre, de carbone, de chromite, de fluorure, de fer, d'uranium et de plusieurs autres métaux précieux. Le rapport estime en outre que d'énormes réserves de lithium peuvent transformer l'Afghanistan en nouvelle Arabie saoudite. Le lithium est un élément important utilisé dans les batteries rechargeables pour téléphones portables, ordinateurs portables, appareils photo numériques et véhicules électriques. La Chine envisage d'exploiter ces minerais depuis des décennies. La Chine a déjà signé plusieurs projets d'extraction de



pétrole et de cuivre, dont le projet de cuivre *Mes Aynak*. Néanmoins, en raison de la confusion et de l'incertitude, ces projets n'ont pas pu avancer. La Chine prévoit également de lier l'Afghanistan à son initiative « Ceinture et Route » avec la *CPEC* (*China-Pakistan Economic Corridor*, Corridor économique Chine-Pakistan) au sud et avec la Route de la soie au nord. La Chine a noué des liens étroits avec les talibans. Les deux parties ont tenu plusieurs réunions en Chine. Les talibans ont assuré à la Chine qu'ils ne permettront pas que le territoire afghan soit utilisé contre la Chine. Et la Chine a assuré les talibans de son soutien. Il semble que la Chine, la Russie et l'Iran utilisent la plate-forme du *Conseil de coopération de Shanghai* pour tenter de remplacer l'ordre unipolaire des États-Unis.

Nouvelles alliances

Le 17 août, les talibans ont tenu leur première conférence de presse et annoncé les mesures politiques immédiates : ne pas exercer de représailles, autoriser l'éducation des filles, permettre aux femmes de continuer à travailler, même avec le hijab islamique ; les banques et les institutions financières continuent de travailler. Contrairement à ces annonces, des rapports récents révèlent des personnes enlevées et assassinées, des filles et des veuves mariées de force à des combattants talibans dans certaines zones reculées. Les habitants de Kaboul sont paniqués. Ils quittent le pays pendant que les talibans renforcent leur pouvoir. Après la fuite de Ghani, le vice-président Amrullah Saleh s'est autoproclamé président. Il a organisé des commandos anti-talibans dans la vallée du Panjshir et a lancé une résistance contre les talibans. Pendant le Dollar Jihad, Amrullah Saleh a reçu une formation militaire au Pakistan et était un commandant de l'organisation djihadiste d'Ahmad Shah Masood. Il a ensuite été nommé chef du service de renseignement afghan *NDS* et plus tard vice-président d'Ashraf Ghani. Si les talibans consolident davantage leurs liens avec la Chine, la Russie et l'Iran, alors les États-Unis et l'Inde soutiendront cette nouvelle alliance du Nord ; l'État islamique au Khorasan, *TTP* (*Tehrik-e-Taliban Pakistan*, principale mouvance des talibans au Pakistan) et d'autres organisations seront leurs alliés. Cela ouvrira la voie à une autre guerre en Afghanistan et au Pakistan.

Quel avenir pour l'Afghanistan ?

Que les talibans aient appris quelque chose de leur ancien mandat au pouvoir ou non, ils ont certainement appris à

consolider leur pouvoir. Ils ont l'aristocratie des mollahs iraniens dans leur voisinage, où un gouvernement religieux dictatorial est aux commandes et où les talibans entretiennent des relations cordiales avec eux depuis un certain temps. La probabilité immédiate de la nature du gouvernement afghan, qu'il soit « élu » ou transitoire, est qu'un organe ou un conseil



suprême tout-puissant le dominera. Toutes les fonctions gouvernementales, les affaires militaires, la politique intérieure et étrangère seront décidées par cet « organe ». Les questions financières seront également sous leur contrôle. Cela signifie que le corps politique dur de l'Afghanistan sera enveloppé dans la camisole de force du système politique iranien. Camisole qui sera déchirée car ni l'Afghanistan n'a une économie relativement forte comme celle de l'Iran, ni une nationalité dominante similaire à celle des Perses iraniens. Il est économiquement, socialement et culturellement plus arriéré que l'Iran, et c'est un pays turbulent. Une économie forte est une condition préalable à l'oppression de l'État, mais une telle condition préalable n'existe pas en Afghanistan. Toute la politique des talibans ne met l'accent que sur les punitions et les récompenses du système judiciaire. Ils n'ont aucun programme socio-économique pour l'amélioration de la société autre que l'interdiction de la musique, la destruction des instruments de musique et l'interdiction des activités culturelles. Pour les masses afghanes opprimées, le programme économique n'est pas différent de la politique du Premier ministre pakistanais Imran Khan, c'est-à-dire la charité, la philanthropie et l'aumône.

Pour le moment, le danger d'un bain de

sang est écarté. Il y a plusieurs possibilités tapies dans la situation actuelle en Afghanistan. Il est du devoir des révolutionnaires de rechercher un contenu progressiste dans un phénomène donné, de les préserver et de les entretenir. Au fil des ans, il y a eu une série d'événements réactionnaires en Afghanistan. Or la sur-

venue d'autres événements réactionnaires s'estompe. La défaite de l'impérialisme américain dans la région est en réalité l'échec du capitalisme néolibéral. Cela aura des répercussions de grande envergure pouvant aider au développement de conditions révolutionnaires et à la propagation des idées révolutionnaires. La nouvelle génération d'Afghan.e.s apprend beaucoup de ses expériences. De nouvelles idées et perspectives émergent. Les femmes afghanes à Kaboul ont donné un exemple d'audace et de bravoure en protestant contre les talibans devant les voyous armés. Ce ne sont pas seulement quelques femmes, mais la voix de la majorité des masses afghanes. Ces voix se transformeront en tonnerre qui portera la résistance des masses et en slogans révolutionnaires qui feront taire une fois pour toutes la totalité les voix réactionnaires.

Cet article de Sheraz Mel a été publié le 25 août 2021 dans l'*Asian Marxist Review* et sur le site internet de la *Ligue Socialiste Internationale*. Les extraits et les intertitres ont été choisis par la rédaction.

1. Trotsky avait écrit en 1934 un texte intitulé « *Où va la France ?* ».

La Commune

N° 129 (nouvelle série)

N° 186 (ancienne série)

Fondateur : Pedro Carrasquedo †
(directeur de publication 1992 - 2015)

Rédacteur en chef : Wladimir Susanj

Comité de rédaction : Paul Dumas, Wladimir Susanj, Isabelle Foucher, Julie Charmoillaux, Marie Gouze, Pierre-Yves Chiron, Domingo Blaya, Francis Charpentier, Catherine Noury, Jérôme Lefaure, Rocío Uceda.

Directeur de publication :
Jean-Baptiste Carrier



Victor Serge

Imprimerie spéciale

La Commune du prolétariat parisien, en 1871, n'a pas cessé de nourrir de ses leçons le mouvement ouvrier international. Karl Marx et Friedrich Engels seront amenés à corriger le Manifeste du Parti Communiste en précisant dans la préface de 1872 : « La Commune, notamment, a fourni la preuve que la classe ouvrière ne peut pas simplement prendre possession de la machine politique existante et la mettre en marche pour la réalisation de ses propres buts. »

C'est ainsi que la Commune de Paris, premier gouvernement ouvrier et paysan, démontrera aux yeux du monde la capacité de la classe ouvrière à prendre en main sa propre destinée et, par là même, à lutter pour l'émancipation de l'humanité des chaînes de l'exploitation et de l'oppression capitalistes.

Notre revue s'inscrit pleinement dans cette continuité révolutionnaire, celle qui amènera Léon Trotsky à lutter pour la IV^e Internationale.

Sur la révolution de 1905

« L'échec de la première révolution russe fut loin d'être complet. Les masses ouvrières et paysannes avaient perdu le respect de l'autocratie, appris à se mesurer avec l'oppression. Modification psychologique d'une importance inappréciable. Les ouvriers virent enfin clair dans la mosaïque compliquée des partis ; ils se rallièrent dès lors de plus en plus à leur Parti de classe. (...) Le prolétariat n'a pas d'autre école que la lutte. Classe exploitée, classe opprimée, classe de vaincus par définition, c'est dans les revers qu'il apprend à vaincre ; le seul fait qu'il se lève et agisse est déjà, en un certain sens, une victoire ; et ses défaites les plus impressionnantes s'égalent parfois dans l'histoire de fécondes victoires. Il en fut ainsi en 1905 ».

Victor Serge, L'An I de la révolution russe, 1930.